

## **"Quel gouvernement pour quelle Moldavie ?" Tendances et perspectives en période électorale**

par Inessa BABAN, assistante de recherche à l'IRIS

# « Quel gouvernement pour quelle Moldavie ? » Tendances et perspectives en période électorale

par Inessa Baban, assistante de recherche à l'IRIS

Cette étude se propose de réaliser une analyse de géopolitique interne de la République de Moldavie dans la période qui précède les élections parlementaires et présidentielles du printemps 2009. Son objectif est de présenter les rapports de forces et les rivalités de pouvoirs qui animent actuellement la scène politique en Moldavie.

L'année 2009 représente un moment important dans l'évolution politique, géopolitique et identitaire de la République de Moldavie en raison des élections parlementaires du 5 avril 2009. Les partis politiques ont déjà consolidé les programmes électoraux susceptibles d'attirer les voix de l'électorat, en cherchant des partenaires potentiels pour les listes communes dans la période préélectorale ou pour les prochaines coalitions post-électorales.

Pour Valeri Krilov, le secrétaire général du Parti des Socialistes de Moldavie « Patria-Rodina » (PSMPR)<sup>1</sup>, la confrontation électorale aura lieu entre deux types de partis politiques divisés selon le critère « *qui est pro ou contre la République de Moldavie comme État indépendant, souverain, territorialement intègre et neutre* ». <sup>2</sup> V. Krilov utilise donc une grille d'interprétation plutôt géopolitique qu'idéologique selon laquelle on peut identifier deux catégories de partis politiques qui proposent deux types de projets pour l'évolution géopolitique, géostratégique et identitaire de la Moldavie.

Ainsi, 18 ans après la disparition de l'Union soviétique et la proclamation de son indépendance, la République de Moldavie reste marquée par une crise identitaire profonde à cause de la confrontation de « deux Moldavie », c'est-à-dire deux espaces identitaires distincts.

## Identités et représentations en Moldavie post-soviétique

D'un côté, il y a la « *Moldavie roumaine* », l'espace identitaire des personnes qui se perçoivent comme « *Roumains de Bessarabie* »<sup>3</sup>, en prônant l'identité roumaine de la République de Moldavie, ancienne région orientale de la Roumanie annexée en 1812 par l'Empire Russe et de nouveau annexée en 1940 par l'Union soviétique. La conscience roumaine de ces personnes s'est cristallisée après l'établissement des relations directes avec l'espace roumain, par le biais des études et de l'emploi, des contacts culturels ou politiques. C'est le cas des catégories socioprofessionnelles jeunes et dynamiques représentées d'une part, par les élèves et les étudiants et d'autre part, par les intellectuels, notamment les personnalités culturelles et académiques. Les partis représentatifs de cette *Moldavie* situés à la droite de l'échiquier politique militent pour le rapprochement roumain de la République de Moldavie et son intégration dans les structures européennes et euro-atlantiques.

De l'autre côté, il s'agit de la « *Moldavie russophone et russophile* » qui est constituée par la population russophone répandue sur tout le territoire de la République de Moldavie et plus compacte à l'est, dans la région de Transnistrie et au sud, en Gagaouzie. Du point de vue ethnique, cette population est représentée par des Russes, Ukrainiens, Gagaouzes<sup>4</sup> et Bulgares qui préfèrent la langue russe dans la communication quotidienne à la langue d'état de la République de Moldavie<sup>5</sup>. L'immigration de la population slave, des Russes et des Ukrainiens s'est réalisée de manière volontaire après l'annexion de la Bessarabie par l'Empire russe en 1812, après lequel elle a été intégrée à une stratégie de « changement de sang » mise en œuvre par les autorités communistes de Moscou. Au cours des années 1960 on remarque que « le flux de la population d'origine russe a fortement augmenté »<sup>6</sup>, ce qui a produit des modifications

---

1. En roumain et russe, « Patria-Rodina » signifie la « Patrie ».

2. Entretien avec V. Krilov, Chisinau (République de Moldavie), janvier 2009.

3. Au début la *Bessarabie* dénommait la région située au sud de l'ancienne Principauté de Moldavie, entre la Mer Noire, le fleuve Dniestr et le Danube qui est appartenue aux principes valaques de la dynastie de Bessarabes. Cette notion a été étendue à tout le territoire compris entre les fleuves Prout et Dniestr que les Russes ont annexé après la guerre russo-turque de 1806-1812.

4. Les Gagaouzes représentent une population d'origine turcique de confession orthodoxe installée au sud de la Bessarabie au début du XVIIIème siècle. A présent il y a environ 155 000 Gagaouzes en Moldavie.

5. Cf. art. 13 de la Constitution de la République de Moldavie adoptée le 29 juillet 1994, « la langue d'état est la langue moldave » qui est en effet même langue que le roumain. Ce terme a été choisi pour apaiser les sensibilités identitaires après le conflit de Transnistrie de 1992 qui a été en réalité politique et géopolitique.

6. Ioan Scurtu, *Istoria Basarabiei de la inceputuri pana in prezent*, Institutul Cultural Roman, Bucuresti, 2003, p.451.

qualitatives et quantitatives dans la structure démographique de la République Socialiste Soviétique Moldave<sup>7</sup>. Si au recensement de 1959 le pourcentage des Russes était de 10.9 % de la population, en « 1979 le pourcentage est passé 12.8% tandis que les Ukrainiens représentaient 14.2% de la population »<sup>8</sup>. Une écrasante majorité des immigrants russes s'était établie dans les villes, contrecarrant de cette façon le processus de migration « village-ville » des autochtones qui s'est déroulé jusqu'alors dans la république socialiste soviétique moldave. En conséquence, selon le recensement de 1989, les *moldaves roumanophones* représentaient 65% de la population dont la plupart habitait les régions rurales alors que la population urbaine était formée par les Ukrainiens qui constituaient 14% et les Russes 13% de la population. Après la déclaration de l'indépendance de la République de Moldavie, le 27 août 1991, et la disparition de l'URSS, le pourcentage des Ukrainiens et des Russes a enregistré un recul sur le territoire compris entre les rivières Prout et Dniestr de sorte qu'en 2004 les Ukrainiens comptaient pour 8.4% et les Russes 5.9% de la population<sup>9</sup>. En revanche, leur nombre a augmenté dans la région de Transnistrie où en 2004 la population d'origine slave constituait plus de la moitié de la population de la région, représentant 30,3% de Russes et 28,8 % d'Ukrainiens<sup>10</sup>. Sur le plan politique, ces minorités ethniques/nationales sont affiliées aux partis de gauche qui sont en Moldavie obligatoirement orientés vers la Russie et l'espace de la CEI.

Le problème actuel de la République de Moldavie est qu'aucune des deux *Moldavie* n'est majoritaire, dans le sens où plus de 50% de la population autochtone ne se perçoit ni russe, ni roumaine, en utilisant la notion politique de « *moldave* » pour faire référence au statut de « citoyen de la République de Moldavie ». Par conséquent, les résultats des élections législatives seront dépendants des options politiques de cette population qui devra choisir entre deux projets ethno-géopolitiques proposés par les deux catégories de partis politiques. D'un côté, ce sont les partis de gauche et centre gauche qui prônent les valeurs du « *moldovénisme* » au niveau politico-culturel par la promotion du triangle « langue-culture-peuple moldave ». L'objectif de ces *moldovénistes* est de consolider la perception parmi les habitants de la République de Moldavie qu'ils ont une identité distincte des Roumains : ils sont des *Moldaves*. Cependant le *moldovénisme* n'est pas seulement une théorie qui concerne l'identité culturelle de la population, mais il a une signification au niveau stratégique. Dans le langage sémantico politique à Chisinau comme à Moscou le *moldovénisme* est équivalent au statut de neutralité de la République de Moldavie. Dans le nouveau contexte géopolitique régional marqué par l'intégration euro-atlantique de la Roumanie et l'élargissement de l'OTAN vers l'Europe de l'est, les enjeux d'une *Moldavie moldave* se sont visiblement renforcés, surtout pour la Russie. La préservation de la République de Moldavie comme « Etat moldave » constitue une question stratégique pour la Russie. Si autrefois, le *moldovénisme* a été soutenu par tout le régime tsariste et communiste dans le but de briser l'unité de l'espace roumain, à présent le *moldovénisme* pourrait servir à Moscou pour briser l'unité de l'ensemble euro-atlantique. Tant que la République de Moldavie reste *moldave*, la Russie a la garantie qu'elle ne sera pas intégrée dans l'OTAN ; au contraire, toute (*re*)roumanisation apporterait inévitablement l'euro-atlantisation de la Moldavie avec des conséquences importantes dans la géopolitique régionale. C'est pourquoi la priorité pour la Russie aux prochaines élections législatives de Moldavie est d'éviter l'installation d'un gouvernement pro-roumain à Chisinau qui sera obligatoirement pro-occidental.

Dans ce contexte, les vecteurs par lesquels Moscou peut influencer les résultats des élections et les faire basculer dans ses intérêts sont les partis de gauche et de centre gauche qui sont les plus grands promoteurs de la *Moldavie moldave*.

## La gauche politique de Moldavie à la veille des élections législatives de 2009

A présent, le plus important parti de gauche est le Parti des Communistes de Moldavie (PCRM) qui dirige le pays depuis 2001 quand il a été démocratiquement élu par la moitié de la population et réélu en 2005<sup>11</sup>. Bien qu'il occupe la meilleure position dans les sondages d'opinion, sa popularité a fortement diminué ces dernières années de sorte qu'en décembre 2008 seulement 30.6 % de l'électorat était prêt à voter pour ce parti<sup>12</sup>.

La cause principale de cette baisse se trouve dans la situation socio-économique de la Moldavie qui, située à la

---

7. La République socialiste soviétique moldave (RSSM) a été créée par les soviétiques le 2 août 1940 du territoire compris entre la Prout et Dniestr, plus la région de Transnistrie qui faisait partie de la République socialiste soviétique ukrainienne.

8. *Ibidem*

9. Recensement 2004, [http://www.statistica.md/statistics/dat/981/ro/Populatia\\_structura\\_demografica\\_1998\\_2005\\_ro.htm](http://www.statistica.md/statistics/dat/981/ro/Populatia_structura_demografica_1998_2005_ro.htm).

10. *Analiticheskaia zapiska ob itogah perepisi naselenia Pridnestrovskoi Moldavskoi Respubliki 2004 goda*, Tiraspol, 2006, <http://pridnestrovie.net/2004census.html>. Selon le recensement de 1989 les Ukrainiens représentaient 28.3% et les Russes 25.5% de la population de Transnistrie.

11. Le 25 février 2001 le PCRM a remporté une victoire décisive aux élections législatives avec 50,07% des voix grâce auxquelles il a obtenu 71 sièges au Parlement (sur 101). Le 5 avril 2001 la majorité communiste du Parlement a élu comme Président de la république son leader Vladimir Voronin, réélu en 2005 suite à la deuxième victoire du PCRM aux élections législatives de février 2005 lorsqu'il a obtenu 45,98% de voix, <http://www.parties.e-democracy.md/parties/pcrm/elections/>

12. « Tendinte si asteptări sociale față de schimbările anticipate în anul 2009 », *Monitorul social*, nr.3, Chisinau: Institutul pentru dezvoltare și inițiativă socială «IDIS Viitorul », 3 décembre 2008, <http://www.viitorul.org/public/1647/ro/Monitorul>

frontière orientale de l'UE, est le plus pauvre pays de l'Europe. Il y a une « certaine fatigue au sein de la population à cause des politiques des communistes: les gens sentent qu'ils ne sont pas protégés par une justice indépendante, ils sont déçus à cause de la corruption du gouvernement, ils sont privés du droit à la libre-parole et marqués par les mauvaises conditions de vie qui encouragent l'émigration forcée de la population active à l'étranger »<sup>13</sup>. Dans cette situation, la présidente du Parti National Libéral (PNL), Vitalia Pavlicenco, considère qu'il y a des conditions favorables à une Révolution en Moldavie. Elle fait référence aux « révolutions colorées » déroulées en 2003-2004 en Géorgie et l'Ukraine qui ont remplacé les dirigeants de l'ex nomenclature communiste par des leaders pro-occidentaux comme M. Saakachvili et V. Iouchtchenko. Mais l'analyse de l'actuel contexte géopolitique régional et la situation interne, assez fragile, de ces pays après les deux « révolutions » indiquent que la répétition d'un tel scénario est irréaliste en Moldavie qui n'a pas la même importance pour l'Occident que l'Ukraine et la Géorgie.

Les inquiétudes du PCRM sont d'autant plus grandes qu'il a enregistré des pertes au sein de son électorat traditionnel russophone et russophile déçu par sa politique ambiguë envers la Russie. En novembre 2003, la Russie a proposé au gouvernement de Chisinau une solution politique dans le « dossier de Transnistrie »<sup>14</sup> connue sous le nom de « Mémoire Kozak »<sup>15</sup>, acceptée initialement par Igor Smirnov à Tiraspol et le président Voronin à Chisinau. Mais après les pressions externes (les interventions des officiels de l'OSCE, de l'UE et des États-Unis) et la mobilisation interne (amples protestations à Chisinau), Vladimir Voronin a rejeté le plan du Kremlin. Les relations russo-moldaves se sont dès lors fortement détériorées, avec un pic en 2005 quand la Russie a bloqué les imports vinicoles et agricoles moldaves ce qui a fortement touché l'économie agricole de la Moldavie. De plus, le dossier de Transnistrie est toujours resté sans solution contrairement aux promesses des communistes de 2001 et 2005.

En conséquence, la déception d'une partie de l'électorat russophone et russophile sera utilisée par d'autres formations politiques de gauche et centre gauche qui se sont déjà réunies autour du parti l'Union Centriste de Moldavie (UCM, Uniunea Centrista din Moldova) dirigé par l'ancien premier ministre du gouvernement communiste, Vasile Tarlev (2001-2008). Limogé en mars 2008 par les communistes, qui souhaitaient trouver un « bouc-émissaire » de la situation socio-économique de la république avant les élections législatives de 2009, Vasile Tarlev est devenu une menace pour les communistes. Promoteur d'un message électoral complexe, mis en œuvre par des stratégies politiques habiles et bénéficiant du soutien de l'extérieur, le leader de l'UCM est susceptible de nuire aux projets du PCRM. Le discours de l'ancien premier ministre est destiné à intégrer toutes les couches identitaires, ethno-linguistiques, socio-professionnelles et régionales de la République de Moldavie. Il promet aux Moldaves et aux Roumains de Moldavie l'intégration européenne et la préservation de la neutralité stratégique du pays, en soulignant que « notre pays doit devenir un territoire d'amitié et de collaboration entre l'Ouest et l'Est »<sup>16</sup>. En ce qui concerne la population russophone, les Russes, Ukrainiens et Gagaouzes, son offre est plus généreuse. Défenseur du partenariat stratégique avec la Russie et de relations étroites avec la CEI, V. Tarlev a appelé à la nécessité d'officialiser la langue russe en Moldavie car « c'est une langue importante dans l'histoire de la Moldavie dont le statut doit dépasser celui de langue de communication inter ethnique »<sup>17</sup>. Le projet de Vasile Tarlev dépasse les frontières de la Moldavie grâce aux connections politiques de son parti qui conduisent vers l'Est, à l'Ukraine et la Russie. En décembre 2008 l'Union Centriste de Moldavie a signé à Chisinau un accord de partenariat et collaboration avec le Parti des Régions de l'ancien premier ministre de l'Ukraine, V. Yanukovitch. Connu comme un russophile convaincu et farouche opposant du gouvernement « orange » de Kiev, V. Yanukovitch a salué « la nouvelle équipe politique qui est en train de se former en Moldavie dont l'objectif est de contribuer à la prospérité de la République de Moldavie », en précisant que « l'Ukraine et la Moldavie sont liées par des relations d'amitié et Vasile Tarlev jouit d'un respect spécial de la part de l'Ukraine grâce au professionnalisme dont il a fait preuve pendant son mandat de premier ministre »<sup>18</sup>. Cet accord a été suivi au début du mars 2009 par la conclusion du partenariat politique de l'UCM avec la filiale de Moscou du Parti « Russie Unie » dirigé par le premier ministre russe, Vladimir Poutine<sup>19</sup>.

Dans ce contexte, la question fondamentale est de savoir qui se trouve derrière le projet politique de Vasile Tarlev qui a

---

13. Entretien avec Corina Fusu, vice-présidente du Parti Libéral, Chisinau (République de Moldavie), janvier 2009.

Presque un million de Moldaves a quitté le pays pour travailler dans l'Europe de l'ouest (Italie, Espagne, France, Irlande, Royaume Uni etc.) et en Russie.

14. La Transnistrie est la région sécessionniste orientale de la République de Moldavie dont les dirigeants ont proclamé l'indépendance le 2 septembre 1990. Après un conflit sanglant de 1992, Chisinau a définitivement perdu le contrôle sur ce territoire situé à l'est de la fleuve Dniestr qui reste contrôlé par le régime Smirnov de Tiraspol.

15. Le plan présenté par D.Kozak, un proche de Vladimir Poutine soutenait la création d'un « état fédéral moldave » avec la Transnistrie et la Gagaouzie comme sujets fédéraux. Il y avait deux articles qui ont produit des controverses à l'intérieur et à l'extérieur de la Moldavie. Tout d'abord, il n'y avait aucune mention concernant la retraite de la XIVème Armée russe du territoire de la Moldavie et deuxièmement, il y avait la possibilité que les députés de Transnistrie et de Gagaouzie intégrés dans le nouveau parlement fédéral bloquaient ou favorisaient la ratification des traités concernant la politique étrangère de la Moldavie, [http://www.pridnestrovie.net/kozak\\_memorandum.html](http://www.pridnestrovie.net/kozak_memorandum.html)

16. Infotag, 3 mars 2009, <http://www.azi.md/ro/story/1586>

17. Infotag, 17 décembre 2008, <http://www.azi.md/ro/story/610>

18. Le message de V. Yanukovitch transmis à Vasile Tarlev à Chisinau, Infotag, 17 décembre 2008, <http://www.azi.md/ro/story/610>

19. Infotag, 3 mars 2009, <http://www.azi.md/ro/story/1586>

réuni autour de l'UCM plusieurs partis politiques de gauche et centre gauche<sup>20</sup> parmi lesquels deux formations considérées comme stratégiques : le Mouvement social-politique « Ravnopravie » et le Parti Populaire Républicain. Il est bien connu que le Mouvement « Ravnopravie » est dirigé par le russophone Valeri Klimenko qui entretient de bonnes relations avec les autorités russophones de Transnistrie et qui est un défenseur de la cause russe en Moldavie. Le 16 décembre 2008, le Mouvement « Ravnopravie » a conclu « un mémorandum de collaboration » avec le Parti des Patriotes de Transnistrie dont le dirigeant est Oleg Smirnov, le fils du leader de la région sécessionniste, Igor Smirnov. Selon cet accord « PPT s'engage de fournir à Ravnopravie une assistance logistique et technique pendant la campagne électorale en Transnistrie » qui existe comme république indépendante non reconnue dès 1990. Bien que « la Moldavie et la Transnistrie soient deux parties différentes, « Ravnopravie » et le PPT ont les mêmes objectifs comme le soutien des minorités russes, la proclamation de la langue russe comme langue d'Etat, etc. », a affirmé Igor Ivanenko, l'un des leaders de PPT. Mais quel sera le prix pour cet engagement et surtout pour la « permission » du gouvernement de Tiraspol d'organiser les élections législatives de la République de Moldavie dans la région/république sécessionniste de Transnistrie ? Peut-on envisager la présence des candidats de Transnistrie sur les listes électorales du Mouvement « Ravnopravie » et implicitement de l'UCM ?

De l'autre côté, il y a le Parti Populaire Républicain qui est bien représenté au niveau local dans la région russophone et russophile de Gagaouzie dont le gouverneur, Mikhail Formuzal est son vice-président. De cette façon, il s'est engagé à réunir 75% des voix de la population de Gagaouzie pour Vasile Tarlev. L'intention de ces deux formations est donc de valoriser le potentiel électoral des deux régions de la République de Moldavie, la région de Gagaouzie et la région de Transnistrie. Dans la mesure où 28.8% de la population de la Transnistrie (537.000 habitants) est représentée par des Ukrainiens et 30.3% de Russes, cette région est une mine pour tous les partis de gauche russophiles de la Moldavie. C'est plus qu'une certitude car Igor Smirnov a déclaré le 12 février 2009 à Moscou que les Transnistriens « peuvent » participer aux élections de Moldavie du 5 avril.

L'échiquier politique de gauche est donc bien placé un mois avant les élections parlementaires de 2009, en présentant une plateforme électorale complexe et complète pour attirer toutes les catégories ethniques, socioprofessionnelles et régionales de la Moldavie. D'un côté, le Parti des Communistes prône la cause européenne de la Moldavie qui représente une stratégie politique dans le but d'obtenir la sympathie d'une population où 70% est favorable à l'intégration européenne. Comment expliquer autrement le tournant du PCRM qui aux élections de 2001 militait pour l'intégration de la Moldavie dans l'Union Russie-Biélorussie, alors qu'en 2009 il propose aux Moldaves de construire « ensemble une Moldavie européenne »<sup>21</sup> ? De cette façon, il a également privé les partis centristes et de droite de leurs messages pro-européens qui constituaient en effet leur marque d'identité et les différenciaient de la gauche politique moldave. De l'autre côté, il y a l'Union Centriste de Moldavie qui malgré son message plus modéré, contient des formations de gauche plus radicales comme le Mouvement « Ravnopravie ». Indifféremment des stratégies et programmes électoraux, les partis de gauche sont unanimement décidés à combattre la droite politique dont le but est selon leur avis « l'annihilation de l'Etat moldave par son union avec la Roumanie ».<sup>22</sup> Ainsi les gauchistes essaient de promouvoir l'idée que les leaders des partis de droite, notamment du Parti Libéral sont soutenus par la Roumanie et qu'ils souhaitent l'union avec la Roumanie. De cette façon, on assistera au retour de la rhétorique des années 1990 « pro et anti roumaine » qui a pour but d'augmenter le sentiment d'inquiétude et d'hostilité parmi les russophones à l'adresse de ces formations politiques et d'approfondir le clivage identitaire en Moldavie.

Cependant, les cibles de ces accusations ne sont pas tous les partis de droite. Il est intéressant de constater l'absence du Parti Populaire Chrétien Démocrate (PPCD), le successeur du Front Populaire<sup>23</sup> considéré autrefois comme le principal ennemi par tous les partis russophones et russophiles de Moldavie. L'absence du PPCD s'explique par deux facteurs. D'un côté, le PPCD a été au pouvoir les dernières 4 années avec les communistes après la conclusion de leur « partenariat politique » d'avril 2005. D'un autre côté, ce parti ne présente aucune menace pour la gauche politique car il n'a pas le même poids au sein de l'électorat que le parti l'Alliance « Notre Moldavie » et le Parti Libéral, les principaux partis d'opposition qui selon les sondages d'opinion occupaient en décembre 2008 la deuxième et la troisième position dans les préférences de l'électorat. La popularité de ces partis a été vérifiée lors des élections locales de 2007 considérées par les analystes de Chisinau comme un test politique avant les élections législatives de 2009. Au niveau national, AMN s'est située en deuxième position, avec 20% des mandats dans les districts de Moldavie alors que le PL a réussi à remporter une victoire inattendue à la mairie de la capitale où son candidat a devancé le candidat des communistes avec 40% des voix<sup>24</sup>. Encouragés par leurs résultats, ces partis se sont proposés de participer aux élections législatives de 2009 avec des listes individuelles, en acceptant l'idée d'une coopération postélectorale avec d'autres formations politiques qui partagent leur pro-occidentalisme et leur anticommunisme. Dans ce sens, le PL a démarré des négociations avec le « tandem » créé par le Parti National Libéral avec le

---

20. Le Parti Humaniste de Moldavie (PUM), le Parti Populaire Républicain (PPR), le Mouvement "Ravnopravie" (MR), le Parti de la Loi et de la Justice (PLD) et le Mouvement "La Gagaouzie Unie" (MGU).

21. Le programme électoral du PCRM, <http://www.unimedia.md/?mod=news&id=9405>

22. Entretien avec Valeri Krilov, le secrétaire général du Parti des Socialistes « Patria-Rodina », Chisinau, janvier 2009.

23. Le Front Populaire de Moldavie a été créé en 1989 selon le modèle des pays Baltes qui a dirigé le mouvement de renaissance nationale à la fin de l'Union soviétique.

24. <http://www.alegeri.md/2007/>

Mouvement « l'Action Européenne » qui sont convenus de participer aux élections sur une liste commune, en sachant qu'autrement ils ont moins de chances de dépasser le seuil électoral de 6%. Cependant, la proposition que le PL a faite aux leaders de ces formations les a « surpris » car il leur a demandé de « ne pas participer aux élections en tant que concurrents, mais de les associer dans la période postélectorale à la formation du gouvernement à condition que les partis démocrates obtiennent le minimum de 52 mandats »<sup>25</sup>.

La conclusion est que jusqu'à présent il n'y a pas de conditions favorables à l'unification de l'opposition, bien que 41,1% de l'électorat considère que « l'opposition devrait s'unifier dans le but de remporter la victoire aux élections parlementaires de 2009 »<sup>26</sup>. De plus, au sein des partis de droite et centre droite qui prônent des conceptions similaires concernant les questions fondamentales de la Moldavie comme les sujets identitaire (l'idée de roumanité) et géostratégique (l'intégration dans les structures de l'UE et de l'OTAN), il y a une forte tension qui favorise la gauche politique. Dans ce cas, il s'agit du Parti Populaire Chrétien Démocrate qui jusqu'en 2005 était associé par les Moldaves avec le *roumanisme* et l'*euro-atlantisme*. A présent, cette qualité est mise en question par une partie de son électorat traditionnel à cause de son discrédit après 4 ans de gouvernement au côté des communistes. La conséquence de ce « partenariat politique » ou de cette « coalition rouge-orange » (dans le langage de l'opposition) a été la perte d'un important segment de son électorat. Pour la première dans la politique de la Moldavie postsoviétique le risque est réel que le PPCD n'ait pas de représentation au Parlement de Chisinau. Le scepticisme concernant l'accès au Parlement du PPCD est partagé par les hommes politiques de Moldavie parmi lesquels il y a l'opinion que le « PPCD pourrait accéder au Parlement si les élections étaient falsifiées par le PCRM car c'est dans son intérêt d'avoir un satellite comme PPCD »<sup>27</sup>. En revanche, le représentant des socialistes, V. Krilov, affirme que le PPCD a toujours eu un électorat stable et loyal parmi les jeunes qui étudient en Roumanie, ce qui lui a constamment apporté 7-10% des voix. Enfin, il y a un optimisme surprenant parmi les dirigeants du PPCD dont « l'objectif est d'obtenir 15-18% des voix aux élections de 2009 »<sup>28</sup>.

A la différence des dernières campagnes électorales, les adversaires du PPCD ne sont pas les communistes, mais les partis de droite et centre droite comme le PL et l'Alliance « Notre Moldavie ». Contrairement à ses messages d'autrefois, le PPCD n'appellera pas à la rhétorique unioniste pro-roumaine et pro-otanienne. Ainsi se présente-t-il comme un bon stratège, en renonçant à l'approche des questions sensibles comme le dossier identitaire et l'adhésion à l'OTAN qui radicalisent une partie de l'électorat et surtout l'électorat russophone. Le PPCD a appris de son expérience politique qu'une démarche plus pragmatique pourrait lui apporter plus de fruits. Par conséquent, il a choisi de lancer sa campagne électorale avec le slogan « la Moldavie-pays du succès » où la priorité est donnée aux questions économiques. Ce qui intrigue est « le silence » du PPCD à l'adresse des communistes après le moment d'avril 2005 lorsqu'il a contribué à la réélection du président communiste V. Voronin. Le leader du PPCD Iu. Rosca est devenu le vice-président du Parlement, en se transformant du plus dur critique des politiques des communistes en plus silencieux témoin et même en participant à l'adoption des actes politiques contestés par l'opposition. Est-il devenu « un satellite du PCRM » ou seulement un bon stratège qui a accepté le partenariat politique avec les communistes dans le but de se placer dans leur proximité et de prévenir la consolidation d'une coalition de gauche radicale? Le PPCD reste toutefois isolé à la droite de l'échiquier politique, où il lance ses attaques contre les partis de la même famille idéologique parce qu'il perd le monopole sur l'électorat de droite attiré de plus en plus par les PL, PNL ou AMN. Il se trouve dans une phase de « frustration politique », ayant des adversaires qui proposent des messages similaires du point de vue idéologique et géopolitique et qui ne sont pas discrédités à cause de leur collaboration politique avec les communistes. L'opinion selon laquelle l'actuel gouvernement est « un clan criminel qui a exploité sans pitié les sentiments des nostalgiques soviétiques de la même façon que les chrétiens-démocrates ont procédé dans le cas des nostalgiques roumains »<sup>29</sup> constitue une accusation qui préjudicie fortement le prestige du PPCD.

La conclusion est qu'à la différence de partis de gauche, la droite politique reste divisée à cause des rivalités de pouvoirs et d'intérêts personnels qui pourraient avoir des conséquences lourdes pour le futur du pays. De plus, étant donné l'interdépendance existante entre la géopolitique interne et externe de la Moldavie, le prochain rapport de force à Chisinau pourrait marquer la configuration des rapports de forces au niveau régional. Chaque victoire de la droite représentera pour la Moldavie un pas vers l'ouest, le retour à la Roumanie et l'intégration dans l'ensemble euro-atlantique alors qu'une victoire de gauche sera un pas vers l'est, le retour à la Russie et l'intégration dans les structures postsoviétiques.

---

25. Anatol Salaru, vice-président du PL in « PL, PNL și PMAE negociază de pe poziții diametral opuse : PNL și PMAE vor o listă electorală comună, PL susține că va merge pe lista electorală proprie », 15.01.2009, <http://www.unimedia.md/index.php?mod=home&hmod=newsbyid&id=9031>

26. <http://www.viitorul.org/public/1647/ro/Monitorul%20Social.pdf>

27. Entretien avec Serafim Urechean, le président du parti l'Alliance « Notre Moldavie », Chisinau, janvier 2009.

28. Entretien avec Vlad Cubreacov, vice-président du PPCD, Chisinau, janvier 2009.

29. Entretien avec Serafim Urechean, président du parti l'Alliance « Notre Moldavie », Chisinau, janvier 2009.

PARTI POLITIQUE	ORIENTATION
Parti des Communistes de Moldavie (PCRM)	GAUCHE
Parti des Socialistes de Moldavie « Patria-Rodina » (PSRM)	GAUCHE
Mouvement social-politique « Ravnopravie »	GAUCHE
Union Centriste de Moldavie (UCM)	CENTRE-GAUCHE
Parti Populaire Républicain (PPR)	CENTRE-GAUCHE
Aliance « Moldova Noastra » (AMN)	CENTRE-DROITE
Parti Libéral Démocrate de Moldavie (PLDM)	CENTRE-DROITE
Parti Libéral (PNL)	DROITE
Parti National Libéral (PNL)	DROITE
Parti Chrétien Démocratie de Moldavie (PPCD)	DROITE